

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
43 rue du docteur Duroselle  
16000 Angoulême

Angoulême, le 26 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS MAXIME PINARD**

LD LES ALLETIERES  
17840 La Bree-Les-Bains

Références : 2025 1418 UbD16-86 ENV  
Code AIOT : 0007207782

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SAS MAXIME PINARD implanté LD LES ALLETIERES 17840 LA BREE-LES-BAINS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS MAXIME PINARD
- LD LES ALLETIERES 17840 LA BREE-LES-BAINS
- Code AIOT : 0007207782
- Régime : Enregistrement

L'établissement bénéficie d'un arrêté d'enregistrement du 31 octobre 2014, complété par arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2024, lui permettant d'exploiter une distillerie constituée de 6 alambics d'une capacité totale de charge de 175 hl, une installation de préparation et conditionnement de vins d'une capacité de production annuelle de 19 500 hl et des chais de stockage d'alcools dont la quantité d'alcool susceptible d'être présente est de 499 m<sup>3</sup>.

Il est rappelé que ces actes administratifs tiennent compte du projet de construction d'un nouveau chai pour y transférer les eaux-de-vie du chai actuel mitoyen à la distillerie. Ce projet de chai n'a pas encore obtenu de permis de construire et n'a pas encore été construit.

La présente inspection a uniquement pour objet les suites apportées à deux points de contrôle de l'inspection précédente :

- le maintien en service des réserves d'eau de lutte contre l'incendie constituées en octobre 2024
- et la complétude des informations renseignées dans le cahier d'épandage.

Le projet de transfert des eaux-de-vie du chai actuel vers le nouveau chai projeté n'a pas été abordé lors de la présente visite d'inspection.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Épandage	Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 31/10/2014, article 2.1.1	Avec suites, Astreinte

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que la réserve d'eau de lutte contre l'incendie constituée fin 2024 à l'aide de cuves à vins reste bien opérationnelle en ce début de campagne de distillation 2025-2026.

Concernant par ailleurs l'épandage, l'exploitant doit encore améliorer ses pratiques (complétude des informations renseignées dans le cahier d'épandage et arrêt des épandages sur des jachères).

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Réserve incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/10/2014, article 2.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 06/02/2024</li><li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Astreinte</li></ul>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose d'une réserve incendie de 180 m<sup>3</sup>. Elle permet de recevoir au moins deux engins pompiers sur une aire stabilisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courriels du 29 octobre 2024 et du 21 janvier 2025, l'exploitant avait transmis les éléments (photos et descriptif) montrant la mise en place d'une réserve d'eau de lutte contre l'incendie d'au moins 180 m<sup>3</sup>.</p> <p>Cette réserve est constituée par des cuves à vins (1 x 125 m<sup>3</sup> et 3 x 60 m<sup>3</sup> interconnectées) remplies d'eau et disposant de raccords pour les engins de secours.</p> <p>D'après la fiche du SDIS relative à ces points d'eau (site internet Hydraclit17), des tests d'aspiration ont eu lieu le 8 mars 2025.</p> <p>Ces éléments avaient permis de lever, par arrêté préfectoral du 21 février 2025, la mise en demeure du 16 avril 2022 et l'astreinte administrative du 27 août 2024.</p> <p>Au jour de la présente visite d'inspection, il a été constaté que cette réserve d'eau incendie est toujours en place.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Épandage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/01/2011, article Annexe I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Épandage</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>(...)</p> <p>g) Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les surfaces effectivement épandues ;</li> <li>- les références parcellaires ;</li> <li>- les dates d'épandage ;</li> <li>- la nature des cultures ;</li> <li>- les volumes et la nature de toutes les matières épandues ;</li> <li>- les quantités d'azote global, épandues toutes origines confondues ;</li> <li>- l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation.</li> </ul> <p>Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable à la fin de chaque semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.</p> <p>Lorsque les déchets ou les effluents sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un</p>

<p>prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage.</p> <p>Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine.</p> <p>Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues ;</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le cahier d'épandage qu'il a établi pour la campagne de distillation 2024-2025. Celui-ci ne contient toujours pas toutes les informations requises, il y manque encore :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le type de culture ;</li> <li>- la quantité d'azote apportée.</li> </ul> <p>Concernant le type de culture, l'exploitant déclare avoir épandu principalement sur des vignes mais également en partie sur des terrains en jachère.</p> <p>Or, les parcelles en jachère sont exclues des parcelles aptes à l'épandage, comme cela est précisé dans le plan d'épandage de l'exploitant (Version juin 2022 - cf. page 17 § 2.4).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>➔ L'exploitant doit transmettre à l'inspection, dans un délai d'un mois, une copie de son cahier d'épandage de la campagne de distillation 2025-2026, complété avec : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le type de culture ;</li> <li>- la quantité d'azote apportée.</li> </ul> </li> <li>➔ Par ailleurs, l'exploitant doit cesser sans délai l'épandage sur les parcelles en jachère.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>